



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

**Arrêté du 30 JUIN 2021  
portant agrément n° PR 68 000033 D  
à la société K.V. AUTO pour ses installations  
de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usages  
implantées au 105 rue de Saint-Louis à Hégenheim ( 68220)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R.181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1 ;

VU le décret 97-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres de véhicules hors d'usage et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU la demande d'agrément VHU présentée le 14 janvier 2020 par la société K.V. AUTO pour son site de Hégenheim ;

VU le rapport de présentation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 12 mai 2021 ;

Considérant que dans son dossier du 14 janvier 2020, la société K.V. AUTO a sollicité une demande d'agrément pour effectuer le stockage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage ;

Considérant que cette demande comporte l'ensemble des éléments exigés par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Considérant que les centres effectuant des opérations de stockage, démontage, dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) doivent respecter à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012 le cahier des charges figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 précité ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### Article 1<sup>er</sup> :

La société K.V. AUTO, dont le siège social est situé au 105 rue de Saint-Louis à Hégenheim (68 220), ci-après désignée « exploitant », est agréée pour effectuer la dépollution, le démontage et le stockage des véhicules hors d'usage sous le n° PR 68 000033 D sur son site implanté à la même adresse. Le numéro SIRET de l'exploitant est le : 381 592 633 00030.

### Article 2 :

La société K.V. AUTO est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées au cahier des charges de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

### Article 3 :

La société K.V. AUTO est tenue d'afficher de façon visible, à l'entrée de son installation de Hégenheim, son numéro d'agrément.

### Article 4 :

Le présent arrêté est publié et affiché suivant les modalités prévues par l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

### Article 5 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 6 :

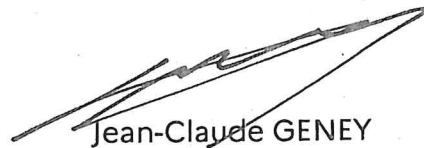
En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Hégenheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée au directeur de la société K.V. AUTO.

À Colmar, le 30 JUIN 2021

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours

(article R. 514-3-1 du Code de l'environnement).  
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif  
Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## ANNEXE I

### PLAN DE SITUATION DES PIÉZOMÈTRES







## ANNEXE II

### LISTE DES PARAMÈTRES À ANALYSER

Température
pH
Conductivité à 25 °C
Potentiel redox
Résidu à sec après filtration
Sulfates
Chlorures
Fluorures
Arsenic
Baryum
Cadmium
Chrome
Cuivre
Mercure
Molybdène
Nickel
Plomb
Antimoine
Sélénium
Zinc
COT
Hydrocarbures C10-C40
Indices phénols
HAP(16)
BTEX
PCB(7 congénères)
Nitrates
Nitrites
Ammonium
Azote Kjeldahl
Fer
manganèse
Tributylphosphate

